

# la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE  
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## TOUR DE PASSE-PASSE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 7 mars dernier, les députés de la majorité n'ont pas eu à voter contre une proposition de loi présentée par l'opposition: il a suffi de la vider de sa substance par différents amendements pour que ce soient eux qui l'adoptent! La loi visant à rendre transparente l'utilisation de l'épargne populaire en matière énergétique, proposée par les députés communistes, a donc été adoptée... sans le vote des élus de gauche! Les principaux articles qui présentaient, aux yeux du gouvernement, des «difficultés techniques réelles», ont tout simplement été rejetés. Pourtant, à la mi-journée, à l'appel d'associations, dont Attac, des centaines de personnes s'étaient rassemblées aux abords du Palais Bourbon pour soutenir le texte. «Épargnez le climat», «ce 7 mars, c'est nous ou les fossiles», «crime climatique stop» pouvait-on lire sur leurs banderoles. En effet, la Caisse des dépôts et consignations et les banques privées qui gèrent le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) – plus de 100 milliards d'euros – en investissent une partie dans des projets climatiques qui concourent à aggraver notre dépendance aux énergies fossiles. Or, il est urgent de laisser le carbone là où il doit être: dans le sol.

Malgré cela, l'article 1<sup>er</sup> a été tout bonnement supprimé. Il entendait éviter que les ressources collectées au titre du Livret A et du LDDS ne favorisent le financement d'activités nuisibles à l'environnement. Il prévoyait en revanche que ces sommes conservées aillent exclusivement aux PME, au financement des travaux d'économie d'énergie et aux entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire. De son côté, l'article 2, qui proposait un reporting public, pays par pays, «des financements de projets, prêts (...), détention ou achat de titres des entreprises se livrant à des activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures et du charbon», a subi le même sort.

Au final, le texte se résume à de simples demandes de rapport. Très loin de l'ambition initiale...

### RÉSULTAT DU SCRUTIN POUR CETTE LOI (SUR 577 DÉPUTÉS)

Nombre de votants : 33

Nombre de suffrages exprimés : 22

Majorité absolue : 12

Pour l'adoption : 22 Contre l'adoption : 0

## CINÉ-DÉBAT « LA DOMINATION MASCULINE »

Un film documentaire de Patric Jean (2009 - 1h 43 mn)

jeudi 28 mars à 19h

Centre d'animation Ken Saro Wiwa

63 rue Buzenval, 75020 Paris

Métros: Buzenval, Avron

ENTRÉE  
LIBRE



«Je veux que les spectateurs se disputent en sortant de la salle», disait Patric Jean en tournant «La Domination masculine». Peut-on croire qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, des hommes exigent le retour aux valeurs ancestrales du patriarcat: les femmes à la cuisine et les hommes au pouvoir?

Peut-on imaginer que des jeunes femmes instruites cherchent un «compagnon dominant»? Que penser d'hommes qui subissent une opération d'allongement du pénis, «comme on achète une grosse voiture»? Si ces tendances peuvent de prime abord sembler marginales, le film nous démontre que nos attitudes collent rarement à nos discours. L'illusion de l'égalité cache un abîme d'injustices quotidiennes que nous ne voulons plus voir. Et où vous jouez votre rôle...

À travers des séquences drôles, ahurissantes et parfois dramatiques, le film nous oblige à nous positionner sur un terrain où chacun pense détenir une vérité.

## À VOS AGENDAS!

**Dimanche jaune de la Place des Fêtes, dimanche 24 mars à partir de 16h**, à l'initiative des Gilets Jaunes du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup>.

«**Cabaret de la crise, saison 3**», dimanche 24 mars, 17h, par la compagnie Canopée, «Le Lieu-Dit», 6 rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>.

**Violences policières, stratégie de maintien de l'ordre et Gilets Jaunes**, Café-Diplo avec Arié Alimi, avocat, membre du bureau national de la Ligue des droits de l'Homme. mercredi 27 mars, 19h, «Le Lieu-Dit».

**Journée de la Terre, samedi 30 mars, 18h**, rassemblement angle rues de Palestine et Fessart, Paris 19<sup>e</sup>, à l'appel du Comité Palestine 19<sup>e</sup>.

**Les amis du Monde diplomatique, mercredi 3 avril, 19h**, cabaret-débat avec la compagnie Canopée et Anne-Cécile Robert, journaliste au Monde Diplomatique, «Le Lieu-Dit».

**Pour l'égalité des droits et la régularisation des sans-papiers, mercredi 3 avril, 18h**, rassemblement place de la Madeleine à l'appel des Collectifs de sans-papiers et migrantEs, associations et syndicats.

## ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France: [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Comité local 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>:  
[attacparis20@attac.org](mailto:attacparis20@attac.org) ou  
1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes:  
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente  
dans plus de quarante pays.

# EUROPACITY DE PLUS EN PLUS MENACÉ PAR LA PRESSION CITOYENNE

Ce gigantesque centre de commerces et de loisirs programmé sur le Triangle de Gonesse, annonce d'un massacre à la bétonneuse aux portes de Paris, vient d'essayer un nouveau revers : le Plan local d'urbanisme (PLU), qui devait permettre sa construction, a été annulé ce mardi 12 mars par le tribunal administratif de Cergy. Une nouvelle victoire qui doit en annoncer d'autres grâce à une relance de la mobilisation populaire!

Le projet EuropaCity, imaginé par les groupes Auchan et Wanda dans le Val-d'Oise, entre les aéroports Charles-de-Gaulle et Le Bourget, prévoit de bétonner 80 hectares d'excellentes terres agricoles, pour élever un temple à la consommation, à l'argent-roi, rempli de boutiques, d'hôtels... et même d'une piste de ski. En étendant ainsi, encore et encore, une urbanisation mercantile et spéculative, il envisage d'attirer 30 millions de visiteurs par an, soit deux fois plus qu'Eurodisney. En tout, et en intégrant le centre d'affaires et la gare, 299 hectares sont concernés.

Pour rendre ces parcelles constructibles, le conseil municipal de Gonesse avait adopté en septembre 2017 une révision de son PLU. Avant d'être soumise au vote, cette révision avait été l'objet d'une enquête publique qui s'était soldée par un avis défavorable du commissaire-enquêteur. Celui-ci avait estimé que le projet d'urbanisation était incompatible avec les objectifs français en matière de développement durable. Dix associations avaient saisi le tribunal administratif de Cergy fin 2017. C'est cette saisine qui vient d'être tranchée par le juge administratif : l'ancien PLU, dans lequel les 299 hectares sont classés agricoles, s'applique désormais.

En mars 2018, la même juridiction avait annulé l'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Triangle de Gonesse. C'est donc la deuxième fois que la justice donne raison aux opposants au projet EuropaCity. D'autres recours doivent être jugés, notamment contre la délivrance par le préfet du permis de construire pour la gare de la ligne 17-Nord. Le chantier de cette gare, inscrite dans le projet du Grand Paris Express, doit commencer en novembre, pour une livraison

en 2027 au plus tôt. Située en plein champ, à 1,7 kilomètre des premières habitations, c'est une aberration écologique et économique, dont le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) demande l'abandon immédiat. Tout démarrage des travaux représenterait un passage en force injustifiable et un immense gâchis d'argent public.

Il y a trois semaines, un meeting organisé à Paris par le CPTG a rassemblé plus de 1 200 personnes : relayé dans les médias nationaux, ce meeting a montré que la lutte pour les terres de Gonesse est devenue le symbole du combat pour une autre agriculture, une autre alimentation et un autre développement urbain et rural.

## Un projet alternatif sérieux

Le meeting a également permis de présenter le projet alternatif Carma, qui propose de transformer le Triangle de Gonesse en un poumon maraîcher, véritable levier de la transition écologique pour toute l'Île-de-France. Il s'agit d'y mettre en place des espaces de maraîchages et d'instaurer ainsi une mixité de production, en concertation avec les agriculteurs déjà exploitants sur ces terres. Les techniques intégratives de permaculture et d'agroforesterie permettront de pérenniser sur le temps long cette mixité et assureront la mutation des modes de production.

Les produits seront transformés localement dans des légumeries, conserveries ou cuisines collectives à taille humaine installées en densifiant les zones artisanales limitrophes du Triangle, déjà urbanisées. Les débouchés seront les cantines scolaires et la restauration d'entreprises, d'hôpitaux, de maisons de retraite... mais aussi,



la revitalisation des centres villes existants et l'alimentation des foyers. Les marchés, commerces de proximité, coopératives de distribution ou Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) permettront quant à eux un maillage fin du territoire en limitant les distances à parcourir. Des modes de distribution doux pourront ainsi être mis en place puis généralisés.

Les déchets organiques seront revalorisés à l'échelon micro-local (compostage individuel ou de quartier) et local (petites unités de méthanisation et compostage installées en densification des zones industrielles) pour la production de gaz naturel et de terres vivantes réintroduites sur les champs. Ainsi, la boucle sera bouclée, le cycle d'alimentation complet et intégré à des modes de vie contemporains et durables.

Le rejet d'EuropaCity est donc général et l'annulation du PLU apporte une raison supplémentaire d'espérer. Mais la bataille n'est pas gagnée. Le CPTG appelle donc tous ses soutiens à amplifier la mobilisation contre EuropaCity, projet inutile et climaticide. Il reste six mois avant le début du chantier de la gare pour obtenir la décision politique qui s'impose.

L'urgence climatique impose d'abandonner l'urbanisation du Triangle de Gonesse. Nos concitoyens attendent cette décision.

**Les 18 et 19 mai, un nouveau rassemblement aura lieu sur le Triangle de Gonesse. Plusieurs milliers de personnes y sont attendues.**

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €..... 13 € - de 1600 à 2300 €..... 65 €

de 450 à 900 €..... 21 € - de 2300 à 3000 €..... 84 €

de 900 à 1200 €..... 35 € - de 3000 à 4000 €..... 120 €

de 1200 à 1600 €..... 48 € - au-delà de 4000 €..... 160 €

**Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :**

Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris